

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-34 du 18 octobre 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Le Département du Commerce publie des directives pour les institutions financières s'agissant de leur conformité au contrôle export de l'EAR

Climat – énergie – environnement

2. L'Agence de protection de l'environnement (EPA) publie les émissions de gaz à effet de serre des principaux contributeurs en 2023
3. L'Agence américaine d'information sur l'énergie (U.S. EIA) annonce une baisse des marges des raffineurs de pétrole au niveau mondial
4. Les États-Unis créent leur troisième plus grand sanctuaire national marin sur la côte californienne

Transport et infrastructure

5. L'Agence de protection de l'environnement (EPA) publie un règlement final imposant le remplacement des canalisations d'eau potable en plomb dans tout le pays d'ici 10 ans

Industrie

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. Le secteur agricole évalue les effets d'un rétablissement des tarifs douaniers chinois sur le maïs et le soja

Numérique et innovation

7. Le Département du Commerce approuve les plans de déploiement du haut débit en Alabama et en Floride

Santé

Brèves

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le Département du Commerce publie des directives pour les institutions financières s'agissant de leur conformité au contrôle export de l'EAR

Le 9 octobre, le Bureau de l'industrie et de la sécurité (BIS) du Département du Commerce (DoC) a [publié](#) des directives à destination des institutions financières concernant les meilleures pratiques pour se conformer au contrôle export de l'EAR (Export Administration Regulations). Ces directives fournissent des recommandations sur les mesures que les institutions financières peuvent adopter pour minimiser la probabilité de violations de l'EAR. Les recommandations incluent une description des meilleures pratiques en matière de diligence raisonnable liées à l'EAR et l'encouragement à effectuer des examens continus des transactions pour détecter des signaux d'alerte. Les directives se concentrent sur l'interdiction aux institutions financières de financer ou de fournir des services pour tout article soumis à l'EAR (GP10). Parmi les meilleures pratiques, est recommandé : (i) le filtrage des clients lors de leur intégration et par la suite, selon la Liste consolidée de filtrage des États-Unis (U.S. Consolidated Screening List); (ii) la certification de leur conformité avec l'EAR des clients des institutions financières traitant des articles soumis à la réglementation EAR ; et (iii) l'établissement de procédures pour détecter et enquêter sur les risques.

Brèves

- Le 15 octobre, le Bureau de la Représentante américaine au Commerce (USTR) a [ouvert](#) le processus de demande d'exclusion des droits de douane imposés sur la Chine en vertu de la Section 301 pour certaines machines utilisées dans la fabrication aux États-Unis. La date limite pour soumettre des demandes d'exclusion est [fixée](#) au 31 mars 2025.
- Le 15 octobre, l'USTR a [annoncé](#) que Matthew Jaffe occupera le poste de Directeur par intérim de la coordination des politiques commerciales auprès de l'USTR.
- Le 16 octobre, dans une lettre [adressée](#) à la Secrétaire au Commerce G. Raimondo, la Commission spéciale sur le parti communiste chinois de la Chambre des représentants a exhorté le Département du Commerce « à continuer d'agir pour répondre à la menace pour la sécurité nationale posée par Huawei en s'attaquant à son accumulation d'installations de semi-conducteurs clandestines utilisées pour contourner la loi américaine, et à restreindre le flux d'équipements de fabrication de semi-conducteurs produits aux États-Unis vers Huawei et son réseau clandestin de puces ».

- Le 11 octobre, le Département du Trésor a [étendu](#) ses sanctions contre les secteurs pétrolier et pétrochimique de l'Iran, en réponse à l'attaque de l'Iran sur Israël le 1^{er} octobre.
- Le 16 octobre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) trois individus et quatre entreprises accusés d'être impliqués dans un réseau d'évasion des sanctions basé au Liban, générant des revenus pour le Hezbollah.
- Le 17 octobre, dans le cadre d'une action conjointe avec le Canada, le Département du Trésor a [sanctionné](#) le réseau de solidarité des prisonniers palestiniens Samidoun accusé d'être une fausse organisation caritative servant de collecteur de fonds international pour le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP).
- Le 17 octobre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) dix-huit entreprises, individus et navires en raison de leurs liens avec Sa'ïd al-Jamal, le responsable financier des Houthis.
- Le 17 octobre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) un individu et trois entités accusées d'être impliqués dans la production de drones pour la guerre de la Russie contre l'Ukraine.

Climat – énergie – environnement

2. L'Agence de protection de l'environnement (EPA) publie les émissions de gaz à effet de serre des principaux contributeurs en 2023

L'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [publié](#) le 15 octobre les données 2023 sur les émissions de gaz à effet de serre (GES) des principaux contributeurs stationnaires, collectées dans le cadre de son programme « Greenhouse Gas Reporting Program » (GHGRP). L'EPA annonce ainsi que les émissions directes de GES, déclarées par 8 100 installations industrielles représentant environ 50 % des émissions GES totales des États-Unis, ont diminué d'environ 4 % par rapport à 2022. L'EPA analyse cette diminution de la façon suivante :

- Les émissions déclarées des centrales électriques ont diminué de 7,2 % entre 2022 et 2023. Les centrales électriques sont la plus grande source stationnaire d'émissions de GES aux États-Unis, avec 1 320 installations émettant environ 1,5 Mdt CO₂ eq. La baisse de 33,8 % des émissions depuis 2011 reflète, selon l'EPA, les changements de combustibles utilisés par le secteur de l'électricité, qui passe du charbon au gaz naturel.

- La production de pétrole et de gaz naturel constitue la deuxième source stationnaire d'émissions déclarées, avec 322 Mt CO₂ eq. Les émissions déclarées pour 2023 étaient supérieures de 1,4 % à celles de 2022 et de 16,4 % à celles de 2016.

- Les émissions directes déclarées par d'autres grandes sources dans les secteurs de l'industrie et des déchets représentaient 785 Mt CO₂ eq. en 2023, soit une baisse de 1,1 % par rapport à 2022 et de 10,3 % depuis 2011.

L'EPA rappelle que ces données de 2023 ne reflètent pas encore l'impact de plusieurs règlements publiés par l'agence en 2024 pour lutter contre les émissions de méthane du secteur pétrolier et gazier et améliorer la qualité des données.

Enfin, l'EPA précise que l'Inventaire des émissions et des puits de gaz à effet de serre des États-Unis ([Inventory of U.S. Greenhouse Gas Emissions and Sinks](#)), qui permet de comptabiliser l'ensemble des émissions de GES des États-Unis dans tous les secteurs de l'économie, fait l'objet d'un rapport distinct de l'Agence. L'édition 2023 n'a pas encore été publiée.

3. L'Agence américaine d'information sur l'énergie (U.S. EIA) annonce une baisse des marges des raffineurs de pétrole au niveau mondial

L'Agence américaine d'information sur l'énergie (U.S. EIA) a [indiqué](#) le 15 octobre que les marges des raffineurs de pétroles du monde entier se réduisent. L'U.S. EIA précise qu'elles sont tombées à leur niveau le plus bas depuis 2020, année où la demande de carburant pour les transports a considérablement diminué en raison de la crise du Covid-19. L'agence explique cette baisse des marges par une demande relativement faible de produits pétroliers, en particulier pour les produits raffinés, alors même que la capacité de raffinage mondiale augmente. L'U.S. EIA attribue la baisse de la demande aux États-Unis (-6 % par rapport à 2023 et -8 % par rapport à 2019) par l'augmentation de la consommation de biocarburants sur la côte Ouest et par la baisse de l'activité manufacturière. En dehors des États-Unis, l'U.S. EIA explique la baisse de la demande par le ralentissement de l'activité économique en Chine et en Europe, par l'adoption croissante de véhicules électriques et par l'utilisation des biocarburants et du gaz naturel liquéfié dans les transports routiers. Enfin, l'agence mentionne que les marges des raffineries ont été mises sous pression en raison des nouvelles capacités de raffinage mondiales, citant celles de la raffinerie d'Al-Zour au Koweït (615 000 b/j), de la raffinerie de Duqm à Oman (230 000 b/j) et de la raffinerie de Dangote au Nigéria (650 000 b/j). L'U.S. EIA précise que, face à la faiblesse des marges de raffinage, certains raffineurs ont réduit leur production, et certains en Europe ont annoncé leur intention de fermer ou de réduire leur capacité.

4. Les États-Unis créent leur troisième plus grand sanctuaire national marin sur la côte californienne

L'Administration nationale des océans et de l'atmosphère des États-Unis (NOAA) a [rapporté](#) le 11 octobre avoir créé le 17^e sanctuaire national marin aux États-Unis, en classant environ 11 766 km² de zones côtières et marines le long de 187 km de la côte centrale de la Californie. Ce sanctuaire dénommé « Chumash Heritage » est le 3^e plus grand des États-Unis. La NOAA indique que cette action s'inscrit dans l'initiative « America the Beautiful » qui soutient les efforts de conservation collaboratifs menés au niveau local et fixe un objectif de protection, de conservation et de restauration d'au moins 30 % des terres et des eaux des États-Unis d'ici à 2030. La NOAA précise que cette action porte la surface des terres et eaux conservées aux États-Unis à 18 Mha.

S'étendant du sud de la centrale électrique de Diablo Canyon, dans le comté de San Luis Obispo, à la côte de Gaviota, dans le comté de Santa Barbara, la NOAA indique que le sanctuaire prévoit une gestion communautaire et écosystémique complète des ressources naturelles, historiques, archéologiques et culturelles d'importance nationale, notamment les forêts de laminaires, les récifs rocheux, les plages de sable, les montagnes sous-marines et plus de 200 épaves de navires documentées par la NOAA.

La NOAA précise que les limites du sanctuaire excluent les zones où de futurs câbles de transmission électrique sous-marins et des sous-stations flottantes en mer pourraient être installés pour relier la zone d'énergie éolienne de Morro Bay au réseau électrique de Morro Bay et de la centrale électrique de Diablo Canyon, ce qui permettrait au sanctuaire d'atteindre à la fois les objectifs de conservation et de production d'énergie propre. La NOAA envisagera une éventuelle extension du sanctuaire dans les années à venir, une fois que les câbles de transmission auront été posés.

Brèves

- L'Agence américaine d'information sur l'énergie (U.S. EIA) a [publié](#) le 11 octobre une analyse concernant le transport et les capacités de production de gaz et de pétrole dans le golfe Persique. L'U.S EIA indique notamment que les importations de pétrole brut des États-Unis depuis les pays du golfe Persique ont diminué au cours de la dernière décennie, passant de 2 Mb/j en 2013 à 609 000 b/j en 2023, en raison de l'augmentation de la production américaine.

Transport et infrastructure

5. L'Agence de protection de l'environnement (EPA) publie un règlement final imposant le remplacement des canalisations d'eau potable en plomb dans tout le pays d'ici 10 ans

Le 8 octobre, la Maison-Blanche a [annoncé](#) la publication par l'Agence de protection de l'environnement (EPA) d'un règlement final visant à accélérer le remplacement des canalisations d'eau potable en plomb. Ce nouveau [règlement](#), appelé « LCRI » (Lead and Copper Rule Improvements), impose aux gestionnaires de systèmes d'eau potable à travers tout le pays d'identifier toutes les conduites d'eau potable en plomb et de procéder à leur remplacement dans un délai de 10 ans. Le règlement exige également des analyses plus rigoureuses de l'eau potable et un seuil de contamination au plomb plus bas, obligeant les collectivités à renforcer leurs mesures pour protéger les populations contre l'exposition au plomb dans l'eau. De plus, le règlement introduit des améliorations en matière de communication publique afin que les foyers soient mieux informés sur le risque de présence de plomb dans l'eau potable, l'emplacement des canalisations en plomb et les plans pour les remplacer.

Le communiqué souligne que cette annonce s'inscrit dans « l'engagement du Président Biden à passer les mois restant de mandat à 'accélérer jusqu'à la ligne d'arrivée' (*sprinting to the finish*) et à mettre en œuvre son programme historique Investing in America ». Il rappelle que l'empoisonnement au plomb peut avoir de graves effets sur la santé, en particulier chez les enfants et qu'aucun niveau d'exposition au plomb n'est sans danger. Il peut ainsi causer des dommages irréversibles au développement cognitif, endommager les reins, ralentir l'apprentissage et provoquer des maladies cardiovasculaires, ou encore avoir un impact sur les grossesses en augmentant le risque d'insuffisance pondérale à la naissance ou de fausse couche. Le communiqué souligne également que cette pollution affecte de manière disproportionnée les communautés à faibles revenus et les communautés de couleur.

Selon l'EPA, jusqu'à 9 millions de foyers américains seraient aujourd'hui desservis par des tuyaux en plomb. L'agence [estime](#) que l'application du nouveau règlement LCRI devrait engendrer des bénéfices pour la santé publique et l'économie jusqu'à 13 fois supérieurs aux coûts engagés, en permettant notamment de créer des emplois locaux bien rémunérés. Au plan sanitaire, le règlement devrait, chaque année, empêcher jusqu'à 900 000 nourrissons de naître avec un poids trop faible à la naissance et réduire la survenue de jusqu'à 1 500 cas de décès prématurés dus à une maladie cardiaque.

Pour rappel, le 16 décembre 2021, l'administration fédérale avait [publié](#) un plan d'action relatif au plomb dans les canalisations et les peintures (Lead Pipe and Paint Action Plan) qui incluait la mise à

disposition de subventions (dont 15 Md\$ sur 5 ans destinés aux États fédérés dans le cadre de la loi bipartisane pour les infrastructures) et d'outils de sensibilisation et d'assistance technique, avec une attention particulière portée aux communautés défavorisées, aux établissements recevant des enfants et aux logements sociaux. Ce plan d'action annonçait également le lancement de travaux par l'EPA pour renforcer les exigences réglementaires de réduction de la pollution au plomb dans l'eau potable, ayant abouti ainsi à la finalisation de ce règlement LCRI.

Industrie

Brèves

- L'entreprise américaine Wolfspeed s'est vu [attribuer](#) une subvention de 750 M\$ par le Département du Commerce pour la construction de la plus grande usine du monde de tranches de semi-conducteurs en carbure de silicium, à Siler City en Caroline du Nord. Cet investissement va générer 5 000 emplois, dont 3 000 pour la construction de l'usine.
- Le Département du Commerce a [annoncé](#) le 17 octobre l'attribution d'une subvention de 93 M\$ au titre du CHIPS Act à l'entreprise américaine Infinira, spécialisée dans les capteurs optiques. Cette subvention permettra la construction d'une nouvelle usine à San Jose en Californie, et de nouvelles installations de test et de conditionnement à Bethlehem, en Pennsylvanie.

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. Le secteur agricole évalue les effets d'un rétablissement des tarifs douaniers chinois sur le maïs et le soja

Dans une étude [publiée](#) le 15 octobre, les économistes de la National Corn Growers Association ([NCGA](#)) et de l'American Soybean Association ([ASA](#)) évaluent les conséquences d'un éventuel rétablissement de tarifs douaniers de rétorsion de la part de la Chine sur les filières du maïs et du soja.

Les exportations de maïs et de soja représentent environ un quart de la valeur totale des exportations agricoles des États-Unis. Lors de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine déclenchée en 2018 sous la présidence Trump, les agriculteurs américains avaient subi des pertes importantes, avec une baisse des exportations de plus de 27 Md\$, dont 95 % à destination de la Chine.

Après les accords de Phase I signés en janvier 2020, la Chine avait établi des dérogations sur le maïs et le soja importé des États-Unis et taxés à seulement 3 % et 1 % chacun. Dans l'hypothèse d'une nouvelle guerre commerciale entre les deux pays, les rédacteurs de l'étude font l'hypothèse que la Chine pourrait abroger ces dérogations et rétablir une taxe de 30,5 % sur le soja et de 26 % sur le maïs voire les porter à 60 % si les États-Unis décidaient d'instaurer eux-mêmes des tarifs douaniers de 60 % sur les produits chinois. Dans le premier scénario, les exportations de soja américains vers la Chine diminueraient d'environ 15 Mt/an (-51,8 %) et celle de maïs de 2,2 Mt/an (-84,3 %) en moyenne sur les dix prochaines années. Dans le deuxième scénario avec des tarifs de 60 %, la chute des exportations est chiffrée à 25 Mt/an (-80 %) pour le soja et à 2,4 Mt/an (-90 %) pour le maïs.

Même s'il est possible de diversifier les exportations vers d'autres pays, les économistes estiment que la demande mondiale ne sera pas suffisante pour se substituer complètement à celle de la Chine. Ainsi, les exportations totales de maïs et soja américain vers le reste du monde diminueraient de 2,3 Mt/an à 3,7 Mt/an dans le premier cas, et de 2,9 Mt/an à 4,6 Mt/an dans le deuxième. Le Brésil et l'Argentine seraient les grands gagnants d'une restauration de tarifs élevés sur le maïs et le soja américain puisque la Chine se tournerait massivement vers ces pays pour s'approvisionner. Le Brésil augmenterait ses exportations d'environ 4,6 Mt/an voire jusqu'à 8,9 Mt/an si les tarifs douaniers de la Chine étaient portés à 60 %. Le Brésil et l'Argentine seraient amenés à augmenter leur surface de culture de soja et de maïs pour répondre à la demande chinoise, exerçant une pression à la baisse sur les cours américains, d'autant plus que la Chine augmenterait également sa production domestique. En revanche les agriculteurs américains réduiraient leurs surfaces récoltées de soja de 530 000 ha à 900 000 ha, entraînant une baisse de leurs revenus de 3,6 Md\$ à 5,9 Md\$. La croissance des surfaces de maïs se limiterait quant à elle entre 80 000 ha et 200 000 ha tout en subissant une perte de 0,9 Md\$ à 1,4 Md\$ en raison de la baisse des prix.

L'impact global pour l'économie américaine serait encore plus important car ces cultures contribuent plus largement au secteur agro-alimentaire du pays et pourraient toucher les secteurs de la fabrication et l'exploitation de produits phytosanitaires, d'engrais et de produits énergétiques, ainsi que l'immobilier et les transports, pour des pertes totales chiffrées entre 4,9 Md\$ et 7,9 Md\$.

Numérique et innovation

7. Le Département du Commerce approuve les plans de déploiement du haut débit en Alabama et Floride

Le 5 octobre, le Département du Commerce (DoC) a [approuvé](#) les demandes de subventions formulées par les États de l'Alabama et de

la Floride, leur permettant d'accéder à plus de 2,5 Md\$ de financements fédéraux destinés au développement d'infrastructures d'internet haut débit (respectivement 1,4 Md\$ pour l'Alabama et 1,1 Md\$ pour la Floride). Ce financement, accordé au titre du programme Broadband Equity, Access and Deployment (BEAD) s'inscrit dans l'initiative plus large de l'administration Biden, Internet for All, lancée dans le cadre de la loi sur les infrastructures de 2021. Ces programmes ont pour objectif de réduire la fracture numérique en garantissant un accès universel à une connexion Internet haut débit dans les régions encore non desservies. Les États pourront désormais solliciter le premier versement de ces subventions et lancer des appels d'offres auprès des fournisseurs de services Internet pour le déploiement de ces infrastructures.

Brèves

- Le 15 octobre, Le New York Times a [envoyé](#) une lettre de mise en demeure à Perplexity, une startup spécialisée dans la recherche par IA, l'accusant d'utiliser son contenu sans autorisation. Le journal soutient que Perplexity s'est enrichi injustement en utilisant son contenu éditorial sans licence. La startup conteste ces allégations en déclarant qu'aucune organisation « ne possède le droit d'auteur sur des faits ».
- Crusoe Energy Systems, une société spécialisée dans la construction de centres de données adossés à des infrastructures de production d'énergie, a [annoncé](#) avoir bouclé un round de financement de 3,4 Md\$ sous forme de dette pour construire un centre de données au Texas, qui sera exploité par Microsoft afin de desservir les opérations d'OpenAI.
- Galileo, une startup spécialisée dans l'évaluation des modèles d'IA pour éviter les erreurs et la diffusion de données propriétaires, a [levé](#) 45 M\$ lors d'un tour de financement mené par Scale Venture Partners.

Santé

Brèves

- Le groupe pharmaceutique français Sanofi, propriétaire d'Opella, qui produit notamment le Doliprane, a [annoncé](#) le 11 octobre être entré en négociation avec le fonds d'investissement américain Clayton Dubilier & Rice (CD&R) à propos du rachat potentiel d'une participation majoritaire de 50 % dans Opella pour un montant estimé à 15 Md€ d'après une source proche du dossier, [citée](#) par Reuters. Selon des informations [publiées](#) le 17 octobre par Le Figaro, le fonds français PAI Partners aurait fait une nouvelle proposition de rachat d'Opella, avec un montant plus élevé que celle qui avait initialement été écartée par Sanofi au profit de CD&R.

- Le 10 octobre, la Federal Trade Commission (FTC) a [annoncé](#) avoir apporté des changements aux exigences de notification préalable aux fusions et acquisitions. Selon la nouvelle règle, les entreprises devront présenter un plan détaillé de leur stratégie relative à leurs secteurs d'activité actuels et en développement, leurs chaînes d'approvisionnement et leurs investisseurs. Plusieurs contributeurs à l'appel à commentaires lancé par la FTC sur sa proposition de nouvelle règle, parmi lesquels l'association représentative des intérêts du secteur des biotechnologies, la Biotechnology Innovation Organization (BIO), ont [estimé](#) que ces nouvelles exigences pèseraient particulièrement sur le secteur de la santé.
- Le 17 octobre, le groupe pharmaceutique américain Abbvie a [annoncé](#) que la Food and Drug Administration (FDA) avait approuvé la mise sur le marché de son traitement contre la maladie de Parkinson, VYALEV. Selon le média en ligne BiopharmaDive, Abbvie [attendait](#) cette autorisation depuis plus de deux ans.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)